

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 20/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **QUINTIN VIANDES**

5 rue de la Madeleine  
22800 QUINTIN

Code AIOT : 0005514619

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement QUINTIN VIANDES implanté 5, rue de la Madeleine 22800 Quintin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- QUINTIN VIANDES
- 5, rue de la Madeleine 22800 Quintin
- Code AIOT : 0005514619
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société QUINTIN VIANDE est un établissement spécialisé dans l'abattage et la découpe d'animaux de boucherie, autorisé par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2004 modifié le 27 décembre 2019, pour un volume de production de 2500t poids carcasse par an (14 t/j en moyenne et 23t/j en pointe) pour l'activité abattage et 220 t/an pour l'activité de découpe. QUINTIN VIANDE a cessé son activité de découpe qui a été transférée sur un autre site déclaré au titre des installations classées.

L'abattoir dispose un système de prétraitement de ses eaux usées avant raccordement vers le réseau et la station de traitement communale de QUINTIN – Le Beaudoué pour un traitement complet. Le jour de la visite, les installations contrôlées sont les abords de l'abattoir, le local de stockage des produits chimiques, l'unité de prétraitement des eaux usées et les moyens de lutte contre l'incendie.

Les contrôles documentaires portent sur:

- les volumes de production (animaux abattus à l'année et quotidiennement) ;
- les rapports de contrôles électriques Q18 et Q19 ;
- les contrôles d'étanchéité de l'installation frigorifique contenant des fluides frigorifiques fluorés.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1	/	Sans objet
2	Rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2	/	Sans objet
3	Rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2	/	Sans objet
4	Programme d'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2	/	Sans objet
5	Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 4.6	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 7.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 7.1.3	/	Sans objet
8	Contrôle d'étanchéité des circuits frigorifiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1	/	Sans objet
9	Contrôle d'étanchéité des circuits frigorifiques	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
10	Rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 4.8.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'abattoir est globalement bien tenu. L'établissement est entièrement clôturé et les abords sont entretenus.

L'exploitant a apporté récemment des améliorations dans son système de prétraitement des eaux usées.

Toutefois des dépassements de certaines valeurs limites d'émission aqueuses ont été observés. Le respect de ses valeurs nécessitera une surveillance plus accrue des rejets sur certains paramètres afin de déterminer des pistes d'amélioration.

Les contrôles de l'installation électriques sont réalisés mais l'exploitant devra formaliser de façon

plus claire la mise en place des actions correctives en cas de non-conformité.

Les contrôles d'étanchéité de l'installation frigorifique sont effectués dans les temps par un organisme habilité.

Des dépassements de volumes de production autorisés ont été observés. L'exploitant devra revoir à la baisse le nombre d'animaux abattus afin de respecter son arrêté préfectoral d'autorisation.

Enfin, les moyens nécessaires de lutte contre l'incendie ne sont pas clairement définis. L'avis du SDIS devra être sollicité pour déterminer si les moyens actuels sont suffisants.

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> - <u>Rubrique n°2210-1</u> : Abattage d'animaux Le poids des animaux exprimé en carcasses étant, en activité de pointe : 1. Supérieur à 5 t/j - 2500 t/an, soit 14 t/jour en moyenne et 23 t/j en pointe - régime A.  - <u>Rubrique n°2221-2</u> : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc. La quantité de produits entrants étant : 2. Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 4 t/j - 920 kg/jour, soit 220 t/an. - régime DC  - <u>Rubrique n°2355</u> : Dépôts de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs . La capacité de stockage étant supérieure à 10 t - 15 t - régime D
<b>Constats :</b> - <u>Rubrique n° 2210</u> : capacité d'abattage autorisé pour 2500T/an L'inspection constate des dépassements des volumes annuels autorisés avec : Pour l'année 2021: 2637 tonnes; Pour l'année 2022: 2657 tonnes.  - <u>Rubrique n°2221</u> : Arrêt de l'activité de découpe sur le site de l'abattoir de Quintin. Cette activité de découpe a entièrement été déportée vers le nouvel atelier de découpe basé à Saint Brandan. Cet atelier a fait l'objet d'un récépissé de déclaration au titre des installations classées. Toutefois l'arrêt de la découpe sur le site de QUINTIN aurait dû être porté à la connaissance du préfet.  - <u>Rubrique n°2355</u> : Dépôt de peaux Situation inchangée.  - <u>Rubrique n°1185</u> : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Des fluides frigorigènes fluorés sont utilisés sur site. La quantité de fluide cumulée susceptibles d'être présente dans l'installation est inférieure à 300 kg. Le site n'est donc pas classée au titre de la rubrique n°1185.

<b>Observations :</b> - <u>Rubrique n°2210</u> : l'exploitant devra respecter dans les plus brefs délais, les volumes de production pour lesquels il a été autorisé. L'exploitant devra en fin d'année 2023 transmettre à l'inspection les volumes en poids carcasse des animaux abattus pour l'année.  - <u>Rubrique n°2221</u> : l'arrêt de l'activité découpe sur le site de l'abattoir doit être porté à la connaissance du préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents industriels générés par l'établissement transitent, avant rejet au point de raccordement au réseau collectif, par un dispositif de prétraitement composé à minima : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un dispositif de dégrillage dont la maille n'excède pas 6 mm ;</li> <li>• d'un bassin tampon d'une capacité minimale de 30 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• d'un dispositif de prélèvement et comptage des effluents. [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les équipements prévus dans l'arrêté préfectoral modificatif de 2019 ont été mis en place, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> <li>- un étage de dégrillage automatique à 10 mm en tête de prétraitement d'une capacité maximale de 10 m<sup>3</sup>/h;</li> <li>- un bassin tampon de 30 m<sup>3</sup> en fin de prétraitement et avant le canal de mesure équipé d'un Hydro éjecteur et d'un agitateur;</li> <li>- un système de lavage automatique du canal de comptage des rejets.</li> </ul> <p>Selon l'exploitant, le système de lavage automatique du canal venturi s'avère inefficace. Le canal s'encrasse rapidement et fausse la hauteur d'eau dans le canal et donc le volume rejeté.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a fourni une facture de l'entreprise LACHIVER qui atteste que des travaux sur les réseaux de l'abattoir ont été effectués en août 2022.  C'est à cette occasion que l'entreprise a passé des caméras avant de procéder aux changements des canalisations défectueuses.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un système plus performant de contrôle des volumes rejetés en continu vers la station de traitement communale ;</li> <li>- transmettre un plan des réseaux à jour du site de l'abattoir et des ouvrages d'épuration.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Rejets des eaux résiduaires

</

Paramètres	Concentration maximale 24 h (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	4600	198
DBO <sub>5</sub>	2200	95
MES	1000	43
NTK	320	14
NGL	150	6,4
Pt	20	0,9

#### Constats :

L'extraction GIDAF sur la période de septembre 2022 à juin 2023 a mis en évidence des dépassements en concentration des valeurs limites d'émission sur les paramètres suivants:

- Azote Kjeldal: 7 dépassements sur 11 jours de références soit 63% de non conformes;
- Phosphore total: 8 dépassements sur 11 jours de références soit 72% de non conformes;
- DCO: 4 dépassements sur 11 jours de références soit 36% de non conformes.

#### - Contrôle inopiné :

Dans le cadre de la surveillance des installations classées pour la protection de l'environnement, le laboratoire SGS à St-Avé a réalisé les 05 et 06 juin 2023 un contrôle inopiné au sein de l'établissement, en application de l'article L.514-8 du code de l'environnement.

Le rapport d'analyses du 30 juin 2023, rendu à l'issue de ce contrôle, fait apparaître des dépassements pour plusieurs paramètres, repris dans le courrier du service d'inspection du 25 juillet 2023 (concentration en DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK, NGL, en concentration et en flux pour le phosphore total).

**Observations :** Le pourcentage de dépassements des VLE sur les paramètres NTK et PT est élevé.

Toutefois ces résultats doivent être pondérés à l'aune du faible nombre de prélèvements mensuels (1 fois par mois), qui ne peut constituer un échantillon représentatif de la qualité effective des rejets.

Afin de rechercher des pistes d'amélioration des rejets, l'exploitant devra nécessairement disposer d'un échantillonnage plus représentatif et, donc mettre en place une fréquence d'analyse sur ces paramètres plus élevée.

L'inspection attend de l'exploitant qu'il lui fasse des propositions en ce sens. Il est également attendu un retour sur les suites du contrôle inopiné, avec les mesures ou actions correctives mises en œuvre (en réponse au courrier du 25 juillet 2023).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Programme d'autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'auto-surveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :		
Analyse	Code sandre	Fréquence
Volume (m <sup>3</sup> /j)	-	continu
pH	-	journalier
Température (°c)	-	journalier
DCO (mg/l et kg/j)	1314	mensuel
DBO <sub>5</sub> (mg/l et kg/j)	1313	
MES (mg/l et kg/j)	1305	
NGL (mg/l et kg/j)	1551	
PT (mg/l et kg/j)	1350	

<b>Cuivre et ses composés (en Cu)</b>	1392	trimestriel**
<b>Zinc et ses composés (en Zn)</b>	1383	
<b>Hydrocarbures totaux</b>	7009	
<b>* Autres substances dangereuses</b>	*	*
[...]		
<b>Constats :</b> Les déclarations d'autosurveillance sur GIDAF s'arrête au mois de juin 2023. Les analyses sur l'azote global ne sont pas effectuées comme le prévoit l'arrêté préfectoral modificatif du 27 décembre 2019.		
<b>Observations :</b> Les déclarations Gidaf devront être réalisées mensuellement. Le cadre de surveillance GIDAF a été mis à jour le 05/07/2023 et intègre les valeurs des paramètres fixés à l'arrêté préfectoral du 27/12/2019.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

#### N° 5 : Rejets des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE et dispositif de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales de l'établissement sont rejetées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le réseau communal d'eaux pluviales ( zone sud )</li> <li>• dans le GOUET ( zone nord )</li> </ul> <p>La convention de raccordement signée au réseau d'eau pluvial de QUINTIN sera transmise dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Les eaux pluviales de la zone nord transiteront par un débourbeur – séparateur à hydrocarbures et seront rejetées au milieu naturel sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température : 30° C</li> <li>- pH compris entre : 5,5 et 8,5</li> <li>- DCO : 90 mg/l</li> <li>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</li> <li>- MES : 25 mg/l</li> </ul> <p>Le débourbeur – séparateur à hydrocarbures sera équipé d'une guillotine et d'un obturateur pneumatique pour stocker les eaux en cas de besoin.</p> <p>Les eaux pluviales polluées et les eaux d'extinction d'incendie seront retenues avant traitement éventuel.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une analyse sur les eaux pluviales.
<b>Observations :</b> Conformément à l'article 2-4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2004, l'exploitant devra fournir une analyse des eaux pluviales sur les paramètres sus-cités pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et controle
<b>Prescription contrôlée :</b> Le matériel électrique basse tension est conforme à la norme NFC 15.100 Le matériel électrique haute tension est conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200  Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles de l'art et notamment à la norme NFC 15.100 En outre, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980). Elles sont protégées contre les chocs. Les transformateurs sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers. Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones de dangers. Les installations électriques sont entretenues en bon état. Les installations électriques sont contrôlées au moins une fois par an par un organisme agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> Les rapports de vérification des installations électriques Q18 (2020, 2022 et 2023) et Q19 (thermographie) ont été fournis à l'inspection. Il apparaît qu'un certain nombre d'anomalies était déjà signalé les années précédentes sans qu'il y ait un suivi de mise en conformité.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à posteriori de l'inspection, un récapitulatif du suivi des non-conformités. L'exploitant devra à l'avenir mettre en place, dans son établissement, un registre des suivis des non conformités électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie de la compagnie de QUINTIN, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.  L'établissement respectera les mesures générales de sécurité externes suivantes : Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes, Les besoins en eau destiné à la lutte contre l'incendie devront être réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 60 m3/heure au moins, sous 1 bar, fournis par un poteau ou bouche situé à moins de 100 mètres. En outre : - les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement; - le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans; - des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas



<p>d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie;</p> <p>- les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées.</p> <p>L'établissement dispose d'extincteurs à proximité des zones à risques ; Ils sont vérifiés une fois par an par une société spécialisée.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement ne dispose pas en interne de moyens de lutte contre l'incendie. Les poteaux incendie communaux ne sont pas situés à proximité du site.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant devra se rapprocher du SDIS 22 et du <b>commandant HERAUX (adresse mail : <a href="mailto:prevision.direction@sdis22.fr">prevision.direction@sdis22.fr</a> tél : 02.96.75.11.18)</b> sur la possibilité d'utiliser les poteaux incendie communaux ou bien trouver un autre moyen de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les éléments seront communiqués au service d'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Contrôle d'étanchéité des circuits frigorigènes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle d'étanchéité des circuits frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- Article 1er de l'arrêté ministériel du 29/02/2016: Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014.</p> <p>- Article R. 543-79 du code de l'environnement: « Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française. « Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les fiches d'intervention des contrôles d'étanchéité de l'installation frigorifique fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés.</p> <p>Les contrôles d'étanchéité ont bien été réalisés par QUARK Réfrigération sur les différents gaz présents (R404A, R448A et R410A).</p> <p>Les fréquences de contrôle sont bien respectées au regard du PRG de chaque gaz.</p> <p>Toutefois les dates de signature de l'organisme de contrôle des rapports ne correspondent pas du tout aux dates de contrôles (contrôles réalisés le 09/05/2022 et signatures du 10/03/2023).</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra informer l'organisme de contrôle de cette anomalie concernant la date de signature qui prête à confusion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 9 : Contrôle d'étanchéité des circuits frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Marquage
<b>Prescription contrôlée :</b> Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<b>Constats :</b> La marque de contrôle d'étanchéité est bien présente sur l'équipement contrôlé. Le macaron bleu indique bien la date limite de validité du contrôle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2004, article 4.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (produits de nettoyage, huile alimentaire, cuve à sang...) doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul> La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.
<b>Constats :</b> Les produits chimiques sont stockés dans local réservé à cet effet. Ils sont placés sous rétention. Les acides et bases sont stockés séparément. Suite à l'inspection une grille d'aération a été installée sur le local des produits chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet